



HAL
open science

GREDEG - Groupe de recherche en droit, économie et gestion

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'une entité de recherche. GREDEG - Groupe de recherche en droit, économie et gestion. 2017, Université Nice Sophia Antipolis, Centre national de la recherche scientifique - CNRS. hceres-02030317

HAL Id: hceres-02030317

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02030317v1>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Département d'Évaluation de la Recherche

Évaluation de l'unité :

Groupe de Recherche en Droit, Économie et Gestion
GREDEG

sous tutelle des
établissements et organismes :

Université de Nice Sophia-Antipolis

Centre National de la Recherche Scientifique - CNRS

Campagne d'évaluation 2016-2017 (Vague C)

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Département d'Évaluation de la Recherche

Pour le HCERES,¹

Michel Cosnard, président

Au nom du comité d'experts,²

El Mouhoub Mouhoud, président du comité

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

¹ Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

² Les rapports d'évaluation "sont signés par le président du comité". (Article 11, alinéa 2)

Rapport d'évaluation

Ce rapport est le résultat de l'évaluation du comité d'experts dont la composition est précisée ci-dessous.

Les appréciations qu'il contient sont l'expression de la délibération indépendante et collégiale de ce comité.

Nom de l'unité : Groupement de Recherche en Droit, Économie et Gestion

Acronyme de l'unité : GREDEG

Label demandé : UMR

N° actuel : 7321

Nom du directeur
(2016-2017) : M. Patrick Musso

Nom du porteur de projet
(2018-2022) : M. Patrick Musso

Membres du comité d'experts

Président : M. El Mouhoub MOUHOUD, Université Paris - Dauphine

Experts :

- M. Nicolas BORGA, Université Jean-Moulin - Lyon 3
- M. Tai DAO, CNRS (représentant des personnels d'appui à la recherche)
- M. Pierre MOHNEN, Université de Maastricht, Pays-Bas
- M^{me} Béatrice PARGUEL, Université Paris - Dauphine (représentante du CoNRS)
- M^{me} Nathalie SIGOT, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- M. Christophe TAVERA, Université de Rennes 1 (représentant du CNU)

Délégué scientifique représentant du HCERES :

M. Benoît MULKAY

Représentants des établissements et organismes tutelles de l'unité :

M^{me} Frédérique VIDAL, Université de Nice Sophia-Antipolis

M. Jeanick BRISSWALTER, Université de Nice Sophia-Antipolis

M. Hippolyte d'ALBIS, CNRS

Directeurs de l'École Doctorale :

M^{me} Pascale STEICHEN, ED n° 513, « Droit et Sciences politiques, économiques et de gestion »

M. Dominique TORRE, ED n° 513, « Droit et Sciences politiques, économiques et de gestion »

1 • Introduction

Historique et localisation géographique de l'unité

Le Groupe de Recherche en Droit, Économie et Gestion (GREDEG) est une UMR CNRS. Il a été créé en 2006 sur les bases de l'Institut de Droit et d'Économie de la Firme et de l'Industrie (IDEFI) qui était depuis 1994 un institut fédératif du CNRS regroupant des recherches en droit, économie et gestion autour d'objets de recherches communs, menées dans 3 UMR CNRS : le Laboratoire Analyse des Transformations de l'Appareil Productif et Stratégies Économiques Sectorielles (LATAPSES), le Centre de Recherche en Droit Économique (CREDECO) et l'unité Recherches sur l'Organisation, la Dynamique et l'Information de Gestion des Entreprises (RODIGE).

Le GREDEG est donc une unité de recherche pluridisciplinaire en économie, droit, gestion et sociologie par ordre d'importance du nombre de membres dans chacune des disciplines. Comme indiqué plus loin, l'unité s'est structurée au cours du contrat en « Projets structurants » au nombre de sept :

1. Stratégies et Régulation des Marchés (SRM) ;
2. Complexité et Dynamique des Interactions, des Réseaux et des Marchés (CoDIRem) ;
3. Éco-Système d'Innovation et Apprentissage (ESIA) ;
4. Gouvernance, Firms et Innovation (GFI) ;
5. Hétérogénéité, Compétitivité et Croissance (HCC) ;
6. Histoire de la Pensée et Philosophie des Sciences Sociales : une approche contemporaine (H2P2S) ;
7. Sources et Méthodologie du Droit Économique (SMDE).

Le GREDEG est abrité dans un bâtiment du CNRS sur le campus de Sophia-Antipolis. Ses membres disposent également de quelques bureaux à la Maison des Sciences de l'Homme et de la Société Sud-Est (MSH Sud-Est) sur le campus de St-Jean-d'Angély à Nice, à l'Institut Supérieur d'Économie et de Management à Nice.

Équipe de direction

M. Patrick Musso est le directeur de l'unité depuis 2012, assisté d'un directeur-adjoint : M. Patrick REIS. Les projets structurants sont tous animés par un binôme. Le futur directeur du GREDEG pour le prochain contrat est en cours de désignation par les tutelles suite à un appel à candidature ouvert à l'extérieur de l'unité.

Nomenclature HCERES

SHS1_1 : Économie

SHS1_2 : Finance, Management

SHS2_1 : Droit

SHS2_4 : Sociologie, Anthropologie

Domaine d'activité

Économie et gestion de l'innovation, économie des réseaux, économie géographique, économie industrielle, économie du droit, histoire de la pensée économique, droit économique.

Effectifs de l'unité

Composition de l'unité	Nombre au 30/06/2016	Nombre au 01/01/2018
N1 : Enseignants-chercheurs titulaires et assimilés	82	76
N2 : Chercheurs des EPST ou EPIC titulaires et assimilés	7	7
N3 : Autres personnels titulaires (appui à la recherche et/ou n'ayant pas d'obligation de recherche)	8	8
N4 : Autres chercheurs et enseignants-chercheurs (ATER, post-doctorants, etc.)	0	
N5 : Chercheurs et enseignants-chercheurs émérites (DREM, PREM)	4	
N6 : Autres personnels contractuels (appui à la recherche et/ou n'ayant pas d'obligation de recherche)	0	
N7 : Doctorants	114	
TOTAL N1 à N7	215	
Personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées	58	

Bilan de l'unité	Période du 01/01/2011 au 30/06/2016
Thèses soutenues	105
Post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité	0
Nombre d'HDR soutenues	4

2 • Appréciation sur l'unité

Avis global sur l'unité

L'originalité du GREDEG est de rassembler en une même unité de recherche des chercheurs de différentes disciplines, en particulier des juristes, des gestionnaires et des économistes. Au cours de la période d'évaluation, le GREDEG progresse pour la plupart des critères pris en compte et, en particulier, en ce qui concerne la qualité des publications. Il a réussi à améliorer ses performances en termes de publications dans des revues scientifiques de haut niveau et, pour certains thèmes de recherche, aussi dans des revues internationales (très forte progression dans les revues classées A par le HCERES même si la sous-catégorie des revues classées 2 par le CoNRS ont augmenté beaucoup plus vite que celles classées 1). On peut aussi noter le progrès dans l'encadrement des doctorants malgré la persistance d'une forte hétérogénéité des pratiques et des taux d'encadrement entre les disciplines (avec des différences dans le taux d'encadrement qui va de un en moyenne en économie à six pour le droit).

Une ambiguïté du projet global de l'unité a pu être levée lors de la visite du comité d'experts. La pluridisciplinarité est affichée dans le dossier d'autoévaluation de l'unité comme un socle constitutif du GREDEG en rupture avec « l'ossature mono-disciplinaire » initiale, au profit d'une « organisation en projets non permanents de nature pluridisciplinaire qui permettent bien mieux de porter la politique scientifique du GREDEG ». Il est indiqué que « l'élément central de la restructuration » de la politique scientifique au cours du contrat qui se termine, a été la « réorganisation effective des activités de recherche au sein de Projets Structurants » dans le cadre « d'un mode de gestion de projets pluridisciplinaires ».

En ce sens, le GREDEG s'est fixé comme objectif de constituer un centre de recherche pluridisciplinaire et a réussi autour de certains thèmes liés à la réglementation et à l'innovation à faire collaborer des juristes, des économistes et des gestionnaires. Dans un nouveau projet structurant, il s'ouvre même à des philosophes, des psychologues, et des sociologues. La politique de recrutement constitue un outil puissant pour parvenir à cet objectif d'approfondissement de la pluridisciplinarité. De même, la participation de l'unité dans le projet d'Initiative d'Excellence de la Communauté d'Universités et d'Établissements Université Côte-d'Azur (ComUE UCA) intitulé « *Joint, Excellent and Dynamic Initiative* » (IDEX JEDI) devrait renforcer cette caractéristique à court terme.

Cette insertion de l'unité dans les projets de l'IDEX JEDI est d'ailleurs un point extrêmement fort sur le plan institutionnel de la progression de l'unité à condition que celle-ci parvienne réellement à insérer de manière cohérente et complémentaire ses projets de recherche et de formation doctorale pleinement dans cette architecture prometteuse.

La visite a permis de clarifier un certain nombre de points et de dégager les aspects positifs et ceux qui restent à améliorer. La question de l'encadrement des doctorants est un point crucial pour l'avenir de l'unité qui reste à améliorer. Leur accompagnement à la sortie de la thèse vers les positions de post doctorat reste à mettre en place. Il en va de même de la sensibilisation au financement des doctorants avant l'entrée en thèse. La formation méthodologique des doctorants est à améliorer puisque l'offre existante a plutôt été sacrifiée. La réduction de l'hétérogénéité des pratiques d'entrée en thèse selon les disciplines, tant en termes de critères d'évaluation de la faisabilité des projets de thèse que de suivi des travaux des doctorants (comités de suivi de thèse) reste un objectif à atteindre.

Il convient de souligner la bonne visibilité des initiatives de l'unité et de l'école doctorale, la dynamique et la qualité de l'insertion des doctorants dans la vie de l'unité comme des points forts incontestables. S'ajoutent les bonnes conditions de travail des doctorants et un bon encadrement pour leur insertion dans les conférences nationales et internationales.

S'agissant de la vie interne de l'unité impliquant l'ensemble du personnel, des problèmes d'organisation et de communication interne et de répartition des tâches sont en cours de résolution même si les méthodes de gestion des ressources humaines restent à préciser. Il convient de souligner, en revanche, l'appui tout à fait satisfaisant au personnel pour leur progression de carrière.

S'agissant enfin de l'organisation de la recherche, il reste à développer une transversalité entre des projets de recherche très proches qui demeurent cependant peu interconnectés et déséquilibrés en termes de ressources humaines et financières qui leur sont dédiées. L'amélioration proviendra d'une politique de recrutement nécessitant d'anticiper les départs à la retraite. De même, il convient de réfléchir à l'intégration des chercheurs en gestion de l'école de commerce SKEMA membre de la ComUE UCA.

L'organisation de l'unité en projets structurants permet de donner de la flexibilité et de développer de la transdisciplinarité (exemple du projet CoDIReM). Le nombre de projets a évolué au cours du contrat quinquennal, ce qui a permis d'améliorer la dynamique de l'unité dans la production scientifique, qui se révèle tout à fait satisfaisante. Il faudra poursuivre cet effort afin de publier les résultats des recherches dans des revues internationales de haut niveau.

Enfin, l'unité fait montre d'une excellente insertion dans la demande sociale locale, et d'une bonne insertion internationale qui reste toutefois à consolider.